

Contre le Grenelle des dupes, pour une écologie radicale !

lundi 15 octobre 2007, par [LCR \(Commission nationale écologie\)](#) (Date de rédaction antérieure : octobre 2007).

Nicolas Sarkozy, seul grand candidat à la présidentielle clairement pro-OGM et pronucléaire a réussi à orchestrer une opération politico-médiatique afin de redorer son blason écologique, opération dont le Grenelle de l'environnement est l'aboutissement final.

Sommaire

- [Catastrophe sanitaire annoncée](#)
- [Nucléaire et effet de serre](#)

Contrairement aux discours officiels, la méthode n'a rien à voir avec une négociation. Les associations environnementales participant au Grenelle ont exposé les mesures qu'elles voulaient voir adopter, parfois avec l'appui des syndicats de salariés. En face, le MEDEF et la FNSEA principalement, ont freiné des quatre fers à propos de toutes les mesures remettant peu ou prou en cause leurs marges de profit. Et maintenant... c'est à Sarkozy qu'on laisse le soin de trancher.

Dans ces conditions, que peut on espérer de ce Grenelle ? Sûrement pas grand-chose. Comment imaginer que Nicolas Sarkozy mette en péril les affaires de ses amis industriels, publicitaires, semenciers ou grands propriétaires terriens ? Le gouvernement, et Nicolas Sarkozy en tête, mènent depuis cinq mois une véritable politique au service des plus riches. Ceci a aussi des répercussions sur les questions environnementales. Aucune politique écologique digne de ce nom ne pourra faire l'impasse d'une confrontation avec les tenants du capitalisme.

Les associations environnementales participant au Grenelle se félicitent aujourd'hui d'avoir réussi à faire admettre à tous que les

problématiques écologiques sont graves et menacent réellement la planète. Ce qui est présenté comme un grand pas n'est en fait qu'une nouvelle manière qu'a trouvé le pouvoir (politique et économique) pour ne surtout rien faire. Ainsi, nous serions tous d'accord, nous partagerions tous le même constat, la planète est danger et l'humanité avec. Mais ce consensus n'est qu'un leurre. La question que se posent les puissants n'est pas de savoir ce qui est vrai. Leur préoccupation première est de trouver une manière de continuer à faire fonctionner le système sans remettre en cause les fondements même de leur puissance actuelle.

Ainsi, et **POUR NE PAS FAIRE DE FAUX PROCÈS, JUGEONS LES ACTES :**

- Dans le domaine agricole : au lieu de remettre en cause l'agriculture productiviste, grosse consommatrice d'eau, d'engrais, de pesticides... en fixant des seuils contraignants de décroissance de ces consommations nuisibles, le gouvernement va encourager à la production de biocarburants afin de toujours plus indemniser les gros agriculteurs.
- Dans le domaine des transports : au lieu de chercher les moyens d'encourager la relocalisation des productions, de permettre aux travailleurs de se loger à une distance raisonnable de leur lieu de travail, le gouvernement préfère appuyer le plan fret de la SNCF qui vise à diminuer encore un peu les possibilités de transport de marchandise par le rail. Le gouvernement semble également prêt à prendre des mesurette sur la réduction de 10 km/h des vitesses maximales sur toutes les routes sans pour autant avoir le courage d'interdire la vente des grosses cylindrées polluantes et pouvant allégrement dépasser les limitations.
- Dans le domaine énergétique : au lieu de financer un grand plan de rénovation thermique des logements, de promouvoir les économies d'énergie et d'engager de très importants moyens de recherche dans le domaine des énergies renouvelables, le gouvernement préfère engloutir des moyens financiers pharaoniques dans la filière nucléaire, impasse

énergétique et risque majeur et terrifiant pour l'ensemble de la population.

Nous ne pouvons donc pas compter sur ce gouvernement pour mettre en œuvre une véritable politique écologique. Ce n'est que logique de la part d'un gouvernement qui prend directement ses ordres au MEDEF. Pourtant, une politique réellement écologique, ne craignant pas de rompre avec le fonctionnement du capitalisme puisque c'est lui qui nous a menés dans cette impasse, est plus nécessaire que jamais. Mais pour cela, nous ne pouvons compter que sur la mobilisation des travailleurs, jeunes et précaires, puisqu'ils seront les premières victimes des catastrophes écologiques. Il est donc urgent de construire, partout où nous le pouvons, des mobilisations pour réclamer les quelques mesures préalables à toute politique cherchant réellement à enrayer la crise écologique :

*** MORATOIRE SUR LES CULTURES OGM EN PLEIN CHAMP AVANT QU'UNE CONSULTATION DÉMOCRATIQUE NE SOIT ORGANISÉE SUR LE SUJET ;**

*** MORATOIRE IMMÉDIAT SUR LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU RÉACTEUR NUCLÉAIRE EPR AVANT LA MISE EN ŒUVRE D'UN PLAN DE SORTIE DU NUCLÉAIRE METTANT LA PRIORITÉ SUR LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE ET LE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ;**

*** MORATOIRE SUR TOUTES LES CONSTRUCTIONS D'AUTOROUTES ET D'AÉROPORTS AFIN DE RÉORIENTER LES FINANCEMENTS PUBLICS VERS UNE VÉRITABLE POLITIQUE ALTERNATIVE EN TERMES DE TRANSPORTS DE MARCHANDISES ET DE DÉVELOPPEMENT DES TRANSPORTS PUBLICS ;**

*** MORATOIRE SUR LES INCINÉRATEURS DE DÉCHETS ET DÉVELOPPEMENT DES ALTERNATIVES À L'INCINÉRATION.**

Catastrophe sanitaire annoncée aux Antilles

Le 18 septembre, un rapport concernant l'empoisonnement de la population antillaise par les pesticides a été présenté à l'Assemblée Nationale par le cancérologue Dominique Belpomme. Récidiviste, il avait lancé l'Appel de Paris le 7 Mai 2004 avec tous les

scientifiques Français les plus prestigieux, et déclarait que : « *L'espèce humaine est en danger à cause de la pollution chimique* ».

Après une enquête sanitaire de deux mois sur le terrain en Martinique et en Guadeloupe, il déclare « *La situation y est extrêmement grave ! Les expertises scientifiques que nous avons menées sur les pesticides conduisent au constat d'un véritable empoisonnement par les pesticides de la Martinique et de la Guadeloupe. Il y a le chlordécone, le paraquat (interdit très récemment), et plusieurs dizaines d'autres pesticides utilisés dans des conditions plus qu'opaques...* »

C'est au nom du profit des producteurs de bananes que cette catastrophe a été rendue possible. Entre 1951 et 1976, les Etats-Unis ont produit environ 1600 tonnes de chlordécone. La fabrication de cette substance a été arrêtée en 1976, mais commercialisé en France de 1981 à 1990 sous le nom de Curlone. Ce pesticide, qui persiste plus de 20 ans dans l'environnement, a été employé en Martinique et Guadeloupe après le passage des cyclones Allen en 1979 et David en 1980, qui ont conduit à d'importantes invasions de parasites. L'autorisation de vente du Curlone a été retirée par le Ministère français de l'agriculture en 1990 mais son usage a continué jusqu'en 1993 grâce à des décisions administratives permettant aux producteurs de bananes de continuer à l'utiliser.

Il aura fallu de nombreux morts, des cancers de la prostate en surnombre, des femmes enceintes et des bébés contaminés, des sols et des eaux durablement pollués, pour que le scandale du chlordécone, soit enfin rendu public. Aux militants de s'emparer de cette cause pour défendre la survie de l'espèce humaine en luttant contre l'exploitation sans limites des ressources de la planète par le capitalisme.

Nucléaire et effet de serre : refusons le chantage !

Nous ne dirons jamais assez à quel point le nucléaire représente une menace immense pour l'humanité : risques d'accidents permanents, accumulation de déchets d'une dangerosité phénoménale, extraction rejetant des montagnes de poussières radioactives, etc. Pourtant cette industrie monstrueuse, qui repose sur l'ignoble exploitation de dizaines de milliers de travailleurs précaires (pour la maintenance et le nettoyage) et de travailleurs très pauvres au Niger (pour l'extraction), ne fournit qu'une part dérisoire dans la consommation d'énergie mondiale (2 à 3 %). Elle est pourtant

présentée comme la solution face aux changements climatiques.

Pour agir concrètement contre l'effet de serre, il faut réduire massivement notre consommation d'énergies fossiles en amorçant en priorité une réduction drastique du transport routier et en lançant un vaste plan de rénovation de l'habitat financé par l'Etat. Le nucléaire n'est, et ne restera jamais, vu la faible quantité de ressources en uranium, qu'une énergie dérisoire par rapport au potentiel colossal des énergies renouvelables : à titre d'exemple, couvrir le bâti français de panneaux solaires permettrait de produire plus d'énergie que l'ensemble du parc nucléaire actuel ! Le foisonnement des énergies renouvelables (éolien terrestre et offshore, micro éolien, solaire thermique et photovoltaïque, hydrolienne..) permet d'envisager une sortie rapide du nucléaire en une dizaine d'années, sans recours massif aux énergies fossiles émettrices de gaz à effet de serre. L'obstacle n'est donc pas technique, mais politique et financier. Mais la politique énergétique actuelle, qui consiste à financer des grands groupes énergétiques (comme Jeumont, la filiale d'Areva) pour qu'ils produisent des Kwh renouvelables à des prix exorbitants, empêche en réalité tout développement massif du solaire et de l'éolien. Au contraire, pour lancer ce vaste programme (qui permettra de créer entre 700 000 et un million d'emplois), il faut un véritable public service de l'électricité, seul capable de coordonner une politique volontariste de sortie rapide du nucléaire.

LCR, Commission nationale écologie : 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil - Tel : 01 48 70 42 30 - Site : www.lcr-rouge.org, e-mail : lcr-cne laposte.net

A RETOURNER A : LCR 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil - tél : 01 49 28 52 99 — e-mail : lcr lcr-rouge.org — site web : <http://www.lcr-rouge.org>

Imprimerie Rotographie - 93100

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM

PRENOM

ADRESSE

Téléphone :.....

Email :.....

P.-S.

* Paru dans « L'écologie 100% à gauche » n° 17, octobre 2007. La lettre de la commission nationale écologie de la LCR.